

## Communiqué de la Coalition Solidarité Brésil

# Rien n'est joué au Brésil : La victoire de Lula, n'est qu'une première étape ! Ensemble restons vigilant·e·s !

Formée le lendemain de la victoire de l'extrême-droite au Brésil en 2018, notre Coalition continuera d'exprimer notre soutien aux mouvements sociaux et à la société civile brésilienne face au bilan désastreux que laisse Jair Bolsonaro.

Le 30 octobre 2022, Luiz Inácio Lula da Silva a remporté l'élection présidentielle face au président sortant et a été investi le 1er janvier 2023. Cette victoire s'inscrit dans un contexte brésilien très complexe où les idées de l'extrême droite sont bien représentées au sein des différents pouvoirs, aux différents échelons de l'État brésilien et au sein de la société. Elle demande toute notre vigilance !

### Quatre années de destruction

Après quatre ans au pouvoir, quatre ans d'une politique fondée sur les violences et les discriminations, Jair Bolsonaro a laissé à son successeur un pays à la société profondément exsangue et fracturée. La Coalition Solidarité Brésil a mis en avant les travaux de la société civile brésilienne qui a cherché à documenter cette situation au péril de leur vie. Le [baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil \(2019-2022\)](#) présente les violences contre les populations noires, contre les femmes, contre les personnes LGBTQI+, contre les peuples autochtones, contre les migrant.e.s, les violations des droits, les atteintes aux droits fondamentaux (accès à la terre, sécurité alimentaire, travail environnement, éducation...), les atteintes à la démocratie (violences politiques, contre la liberté de la presse, contre la culture...) et à l'environnement. Après ces quatre ans de nécropolitique, la situation du Brésil est périlleuse et la population menacée. La seule élection de Lula ne suffit pas à régler ces problèmes, au regard du rapport de force défavorable au sein des institutions, notamment le Parlement, la percée des idées bolsonaristes dans une partie de la société, des comptes publics désastreux. Si la reconversion du Brésil dans une autre politique est nécessaire, mais elle n'est pas garantie tant les obstacles sont nombreux.



## Pour une rupture avec la période Bolsonaro

Les deux mois qui ont suivi l'élection témoignent de cette inquiétude émise par notre Coalition, par les violences politiques observées, l'agressivité des manifestations pro-Bolsonaro refusant la victoire de Lula, mais aussi les violences policières et la répression, la libération de l'assassin du journaliste britannique Dom Phillips et de l'anthropologue expert des populations autochtones Bruno Pereira, le terrorisme d'extrême-droite dans les écoles du sud du pays ou l'autorisation de projets de fracturation hydraulique absolument dévastateurs pour l'environnement.

Malgré cette situation, ces crimes et ces violences, il existe une très forte attente des mouvements sociaux brésiliens et de la société civile brésilienne, que nous partageons. Avec eux, nous appelons à une autre politique se démarquant de l'ère Bolsonaro par une rupture économique, politique, sociale et écologique.

## Devoir de vigilance et solidarité

La France a une responsabilité vis-à-vis de la situation au Brésil. Elle s'est dotée d'un devoir de vigilance (loi du 27 mars 2017) exigeant de notre pays qu'il s'assure que les entreprises et multinationales ne soient plus complices de destruction écologique et sociale au Brésil.

Nous, organisations membres de la Coalition Solidarité Brésil, voulons poursuivre notre devoir de vigilance sur la situation des droits humains au Brésil. Toutes les politiques discriminatoires, les politiques de destruction des vies humaines et de l'environnement, doivent cesser. Les peuples brésiliens luttent pour leur vie et leur futur, et nous sommes avec elles et eux dans ce combat.



**LE BRÉSIL RÉSISTE**  
**LUTTER N'EST PAS UN CRIME !**

## Contacts :

Erika Campelo, co-présidente de Autres Brésils : [erika@autrebresils.net](mailto:erika@autrebresils.net) / 06 10 29 52 50

Thomas Renaux, chargé de mission au CRID : [t.renaux@crid.asso.fr](mailto:t.renaux@crid.asso.fr) / 06 95 38 99 72